

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
20 mai au 7 juin

Le chiffre du mois

20,5 Md MAD
INVESTISSEMENTS
APPROUVES

La nouvelle Charte de l'Investissement, loi-cadre adoptée en novembre 2022 et en application depuis mars 2023, entend renforcer l'investissement du secteur privé au Maroc. En effet, le contexte marocain est marqué par un niveau d'investissement

élevé (30% du PIB) mais principalement porté par le secteur public (70% de l'investissement total). En ce sens, la Charte fixe des objectifs particulièrement ambitieux – 550 Md MAD d'investissements privés (soit 51 Mds EUR) et 500 000 emplois créés à horizon 2026.

Ce 4 juin, s'est ainsi tenue la 5^{ème} Commission nationale d'investissement approuvant 27 nouveaux projets d'une valeur de près de 20,5 Md MAD (2 Md EUR). Majoritairement portés par des entreprises nationales (89 %), les projets concernent plusieurs secteurs d'activité avec une dominante pour la chimie/parachimie (56%), le tourisme (22%), l'automobile (7%) ainsi que les matériaux de construction (6%). Ces projets pourraient contribuer à la création d'environ 7 000 emplois, dont 5 300 directs et 1 700 indirects selon le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch.

Parmi les projets approuvés figure également une gigafactory dans le secteur de la mobilité électrique, portée par l'entreprise chinoise GOTION High-Tech et située dans la région de Rabat-Salé-Kénitra, représentant un investissement de 12,8 Md MAD (1,2 Md EUR) et qui vise la création de 17 600 emplois directs et indirects.

Activités macroéconomiques & financières

Budget : 14 Md MAD de crédits supplémentaires pour soutenir l'ONEE et le dialogue social

Le conseil de gouvernement a ouvert par décret, le 1er juin, de nouveaux crédits budgétaires pour 14 Md MAD (environ 1,4 Md EUR) visant à couvrir les dépenses de plusieurs ministères et établissements publics. Le Ministre du Budget, Fouzi Lekjaa, a précisé que ces crédits permettront de (i) soutenir l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) afin de maintenir les prix de l'eau et de l'électricité (4 Md MAD); (ii) mettre en œuvre l'accord conclu avec les partenaires sociaux en avril, comprenant une revalorisation salariale pour tous les fonctionnaires (6,5 Md MAD); (iii) les crédits restants serviront à financer certains produits de consommation agricoles et appuieront financièrement la compagnie aérienne Royal Air Maroc (3,5 Md MAD). Pour rappel, en 2023, le gouvernement avait également approuvé une rallonge budgétaire de 10 Md MAD, visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à l'inflation et répondre au contexte de stress hydrique. L'objectif de déficit public pour 2024 s'élève à 4% du PIB.

Le conseil des Ministres approuve les orientations stratégiques de la nouvelle politique actionnariale de l'Etat

Sous la présidence du Roi Mohammed VI, le conseil des ministres a approuvé, le 1^{er} juin, les orientations stratégiques de la politique actionnariale de l'Etat (PAE). Articulée autour de sept thèmes clés qui constitueront la base de la PAE, cette politique vise à restructurer le portefeuille de l'État en matière de gestion des établissements et entreprises publics (EEP) dans les différents secteurs de l'économie nationale, permettant ainsi l'harmonisation des politiques sectorielles à travers la redéfinition du mode d'intervention de l'État.

Parmi ces orientations figurent la préservation de la souveraineté nationale, la promotion de l'intégration continentale et internationale, la stimulation de l'investissement privé à travers la mobilisation de nouvelles sources de financement telles que les partenariats publics-privés en particulier pour le secteur des infrastructures, l'instauration de l'équité territoriale, l'adoption de modèles économiques souples et efficaces ou encore la valorisation optimale du patrimoine matériel et immatériel. Dans le cadre de cette réforme des EEP, l'Agence nationale chargée de la gestion stratégique des participations de l'Etat (ANGSPE) a été créée en juillet 2021 afin de mettre en œuvre la nouvelle politique. Le gouvernement prévoit de mobiliser un budget de 7 Md MAD (650 M EUR) pour la modernisation de la gouvernance et l'amélioration de l'efficacité de l'EEP.

UM6P Ventures à Paris pour attirer les startups de la diaspora

UM6P Ventures, filiale de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) spécialisée dans l'investissement en capital-risque, a lancé ce 3 juin une initiative pour attirer les entrepreneurs marocains de la diaspora basés en France. La filiale s'appuie sur la branche parisienne de l'université ouverte en janvier 2024 sous le nom d'UM6P France. Outre la formation continue, UM6P France, dirigée par Fahd Benkirane, entend promouvoir l'entrepreneuriat et ouvrira cette année le premier lab euro-africain de startups greentech (hydrogène, agritech), cleantech et medtech (biotech). Depuis sa création, UM6P Ventures a investi dans plusieurs start-ups africaines, dont De Novo Dairy, Zuri Health et Chari.

Finances publiques : Conférence des Instituts des Finances Publiques à Rabat

Le Ministère de l'Economie et des Finances du Maroc a organisé les 20 et 21 mai 2024, la 6^{ème} édition de la Conférence des Instituts des Finances Publiques (CIFP) sous le thème « la Recherche et l'Innovation Managériale dans la Gestion des Finances Publiques », en partenariat avec l'Agence Marocaine de Coopération Internationale, la Banque Islamique de Développement et Expertise France. Ce réseau, composé de 33 pays d'Afrique, du Moyen Orient et des Caraïbes mais aussi d'Europe avec l'Ecole nationale française des finances publiques, a été créé à Marrakech en 2017. Il vise à mettre en place une plateforme de mutualisation, de synergie, de coopération et de dialogue interculturel permettant le renforcement des capacités des acteurs en matière de gouvernance des finances publiques.

Energies, numérique, transports

Relation bilatérale : le ministre Franck Riester s'est rendu au GITEX Africa et à la Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Marrakech

Au GITEX, Franck Riester a pu s'entretenir avec Ghita Mezzour, Ministre de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, avec qui il a partagé le souhait de projeter le partenariat Maroc-France sur de nouvelles thématiques numériques : fibre, écosystème tech, cloud, intelligence artificielle, etc. Le Ministre a ensuite rencontré de nombreuses entreprises et membres de l'écosystème tech français, présents sur le 1^{er} salon tech & start-ups en Afrique. A la REF, à laquelle participaient le Président de l'Alliance des Patronats francophones et le Président du MEDEF, le Ministre a salué la dynamique économique du Maroc qui s'appuie sur une stratégie claire et ambitieuse définie par les autorités marocaines et mise en œuvre par des entrepreneurs tournés vers l'avenir et l'espace francophone. La Francophonie économique représente 20% des échanges et 16% du PIB mondial. Le français est la 3^{ème} langue d'affaires dans le monde avec 715 millions de locuteurs d'ici 2050.

Transports urbains : ambitieux plan de développement annoncé par le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit

Le Ministre a annoncé le 27 mai devant la Chambre des représentants la mise en place d'un programme ambitieux pour le transport urbain destiné à doter plus de 32 villes marocaines d'une flotte de 3 500 bus de transport urbain d'ici 2029. Ce projet, estimé à 10 milliards de dirhams (environ 100 millions d'euros), inclut non seulement l'acquisition des bus mais aussi la construction de centres de maintenance, de dépôts et de parkings, ainsi que la mise en place de systèmes modernes de billetterie et de gestion. Des appels d'offres seront lancés prochainement, avec des incitations à développer une production locale de bus pour stimuler l'industrie marocaine et créer des emplois.

Le Maroc dispose de plus de 70% des réserves de phosphate au monde

Le Maroc demeure en tête des pays possédant les plus grandes réserves de phosphate au monde, selon le classement 2024 de la World Population Review. Le pays possède un accès exclusif à plus de 70 % des réserves mondiales de phosphate soit 50 Md de tonnes, devançant ainsi l'Égypte (2^{ème} avec 2,8 Md de tonnes), la Tunisie (2,5 Md) et l'Algérie (2,2 Md). L'Afrique concentre près de 83% des réserves mondiales. Les ressources du Maroc contribuent de manière significative à son économie, le secteur des phosphates représentant environ 5 % de son PIB et 18% des exportations en 2023 soit 7 Md EUR. Le rapport conclut que cette position stratégique de premier producteur et exportateur mondial de phosphate confère au Maroc un rôle clé en matière de sécurité alimentaire et de pratiques agricoles mondiales.

Propriété intellectuelle : les Etats membres de l'OMPI adoptent un nouveau traité historique sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés

Les États membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ont approuvé le 24 mai 2024 un nouveau traité décisif sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés, marquant ainsi une avancée historique qui vient couronner des décennies de négociations. Le Maroc a apporté une contribution active à ce processus de conclusion notamment grâce sa présidence des Assemblées générales de l'OMPI en 2020 et 2021. Ainsi, le représentant permanent adjoint du Maroc à Genève, Abdellah Boutadghart, a estimé que les résultats de cette conférence constituent un pas important vers le renforcement du système de propriété intellectuelle dans la préservation des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés, qui ont été transmis de génération en génération et constituent un pilier fondamental du tissu culturel, social et économique du Royaume du Maroc.

Bailleurs internationaux

La KfW octroie 200 M€ au groupe OCP pour son programme d'investissement vert

La KfW, banque allemande de développement et d'investissement, a conclu, le 31 mai, un accord de financement de 200 M€ avec le groupe OCP. Cet accord fait partie intégrante du programme d'investissement vert de 12 Md USD sur 2023-2027, engagé par le groupe OCP, qui vise l'accroissement de la production d'engrais vert en faisant levier sur les énergies renouvelables et l'optimisation des ressources hydriques. Cet appui financier comprend deux volets : (i) 150 M€ seront consacrés au développement de l'utilisation des eaux non-conventionnelles pour les sites industriels du groupe en 2024 ; (ii) 50 M€ appuieront les investissements en matière d'énergie renouvelables.

La Banque africaine de développement approuve un prêt de 84 M€ en appui à la stratégie nationale Forêts du Maroc

A l'occasion de ses assemblées annuelles à Nairobi, ce 29 mai, la BAD a annoncé avoir approuvé un prêt de 84 M€ pour financer un programme d'appui au développement inclusif et durable des zones forestières piloté par l'Agence Nationale des Eaux et Forêts (ANEF). Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale « Forêts du Maroc 2020-2030 » qui a pour ambition de renforcer la résilience et la durabilité du secteur forestier. Il visera les régions de Rabat-Salé-Kénitra, Marrakech-Safi, Tanger-Tétouan-Al Hoceima et Souss-Massa et met l'accent sur le développement économique de ces territoires avec un appui à la structuration de l'écotourisme et de plusieurs filières forestières avec une attention particulière accordée à l'emploi des femmes et des jeunes (création d'incubateurs forestiers et aquacoles). Pour rappel, d'autres bailleurs de fonds soutiennent activement la stratégie nationale pilotée par l'ANEF : l'Agence française de développement (103 M€ en 2021 ; 102 M€ annoncés en 2024) – bailleur pionnier sur ce secteur, Banque européenne d'investissement (100 M€ en 2024) et l'Union européenne (115 M€ du programme « Terre Verte »).

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale (4/24)	2,8 %	6,1 %	-	0,4 %	4,3 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (4/24)	3 %	6,1 %	13 %	1,5 %	4,4 %	70,6 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (3/24)	3 %	6,1 %	-	0,6 %	4,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13 %	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dette du Trésor
Banque Mondiale	2,4 %	2,2 %	-	2 %	4,1 %	68,4 % (PIB base 2014)
FMI	3,1 %	2,2 %	12 %	2,6 %	4,3 %	70,4 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	2,1 %	2,2 %	-	2,3 %	4,4 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,2 %	-	-	-	4,5 %	72,4 % (PIB base 2014)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr